HAL
open science

Irrésistible déclin français et renouveau allemand dans l'industrie des machines (années 1960-2010)

Hervé Joly

To cite this version:

Hervé Joly. Irrésistible déclin français et renouveau allemand dans l'industrie des machines (années 1960-2010). Berger, Françoise ; Rapoport, Michel; Tilly, Pierre; Touchelay, Béatrice. Industries, territoires et cultures en Europe du Nord-Ouest, XIXe-XXe siècles Mélanges en l'honneur de Jean-François Eck, Archives nationales du monde du travail, pp.77-86, 2016, 978-2-11-128204-9. halshs-01313308

HAL Id: halshs-01313308

https://shs.hal.science/halshs-01313308v1

Submitted on 23 May 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

INDUSTRIES, TERRITOIRES ET CULTURES EN EUROPE DU NORD-OUEST XIXe-XXe SIÈCLES

Mélanges en l'honneur de Jean-François Eck

édités par
Françoise BERGER,
Michel RAPOPORT,
Pierre TILLY,
Béatrice TOUCHELAY

© Archives nationales du monde du travail - Roubaix 2015

IRRÉSISTIBLE DÉCLIN FRANÇAIS ET RENOUVEAU ALLEMAND DANS L'INDUSTRIE DES MACHINES (ANNÉES 1960-2010)

Hervé JOLY,
Triangle UMR 5206, ENS Lyon

LES ÉLÉMENTS D'UN FORT DÉSÉQUILIBRE

Le phénomène est bien connu : lorsque l'industrie investit en machines et en biens d'équipement, en France comme dans le monde entier, elle le fait souvent en faisant appel à des fournisseurs allemands. Le contraste est effectivement saisissant entre les effectifs respectifs de cette branche dans les deux pays. En 2014, la construction de machines (hors matériel de transports[1]) emploie un peu plus d'un million de personnes en Allemagne[2], contre moins de cent quatre-vingts mille, soit près de six fois moins en France[3]. L'écart est vertigineux entre deux pays dont la population active est seulement supérieure de 40% dans le premier. Les données disponibles montrent un reflux de 40 % en France depuis 1962. Si l'on se concentre sur l'industrie des machines pour l'industrie, il atteindrait près de 65%, avec des effectifs passés de plus de cent dix mille en 1962[4] à tout juste quarante mille en 2012 (tableau 1, groupes 28.4 et 28.9). En Allemagne, la branche équivalente dépasse, en 2014, les deux cent mille[5]. Si l'on raisonne par sous-branche, l'écart peut être encore plus grand. La fabrication de machines pour l'industrie textile qui employait ainsi, en France, près de dix neuf mille personnes en 1962[6], a vu ses effectifs divisés par 7 jusqu'en 2012, alors qu'ils sont encore au même niveau en Allemagne, en 2014. D'autres domaines comme les machines pour la métallurgie ou l'imprimerie ont des effectifs dérisoires de ce côté-ci du Rhin.

1. Construction et équipement aéronautique, automobile, ferroviaire et naval.
2. 1 019 473 salariés exactement pour la catégorie 28 *Maschinenbau* : voir le site de l'Office fédéral des statistiques www-genesis.destatis.de/genesis/online.
3. 177 960 salariés au 31 décembre 2012, en France métropolitaine, pour la même division 28 de la nomenclature NAF de l'INSEE « Fabrication de machines et équipements n.c.a. » [non classés ailleurs], dernière année disponible sur la base en ligne Alisse de l'INSEE, www.alisse2.insee.fr/.
4. Avec les effectifs donnés par le recensement industriel de 1962 pour les catégories 213 « Fabrication de machines-outils, d'outillage mécanique et de matériel de soudage » (64 455), 215 « Fabrication de machines pour les industries alimentaires, les industries chimiques, la meunerie, la minoterie, etc. » (23 946), 216 « Fabrication de machines à coudre et de machines pour chaussures » (3 571), 217 « Fabrication de machines pour les industries textiles » (15 270) et 218 « Fabrication de machines pour les industries du papier et du carton pour l'industrie de l'imprimerie » (6 940), soit un total de 114 182, d'où il faudrait pouvoir retrancher l'outillage mécanique de la catégorie 213 pour avoir une comparaison parfaite avec 2012 ; INSEE, *Recensement de l'industrie 1963, Résultats pour 1962, Série Structures*, vol. III *Toutes entreprises. France entière*, Paris, Imprimerie nationale, 1967, p. 10-16.
5. Avec 89,4 milliers de salariés pour les machines-outils stricto sensu (*Werkzeugmaschinen*), 38,0 pour les machines d'extraction minière et de construction, 21,9 pour les machines pour l'industrie agro-alimentaire, 19,2 pour les machines textiles, 8,9 pour les machines pour la métallurgie, 7,1 pour les machines pour l'industrie papetière, etc. ; de.statista.com/statistik/daten/studie/236658/umfrage/beschaeftigtenzahl-im-maschinenbau-in-deutschland-nach-sektoren/ (consulté le 13 mai 2015).
6. 15 270 pour la catégorie éponyme 217, auxquels s'ajoutent, pour une comparaison avec la catégorie 28.95 actuelle, 3 571 pour la fabrication de machines à coudre et de machines pour chaussures ; *Recensement de l'industrie 1963, op. cit.*, p. 14.

Tableau 1. Répartition des effectifs de la classe « Fabrication de machines et équipements n.c.a. » (NAF 28) - par sous-classes au 31 décembre 2012

Sous-classes *(dont groupes)*	Effectifs
28.1 Fabrication de machines d'usage général (moteurs et turbines, équipements hydrauliques et pneumatiques, pompes et compresseurs, etc.)	59 587
28.2 Fabrication d'autres machines d'usage général (fours et brûleurs, matériel de levage et de manutention, machines de bureau, outillage portatif, etc.	61 382
28.3 Fabrication de machines agricoles et forestières	16 933
28.4 Fabrication de machines de formage de métaux et de machines-outils	7 014
28.41 Fabrication de machines de formage des métaux	*5 280*
28.49 Fabrication d'autres machines-outils (travail du bois, de la pierre, du verre, des matières plastiques dures, du caoutchouc durci, etc.	*1 734*
28.9 Fabrication d'autres machines d'usage spécifique	33 056
28.91 Fabrication de machines pour la métallurgie	*1 504*
28.92 Fabrication de machines pour l'extraction ou la construction	*8 572*
28.93 Fabrication de machines pour l'industrie agro-alimentaire	*8 912*
28.94 Fabrication de machines pour les industries textiles	*2 539*
28.95 Fabrication de machines pour les industries du papier et du carton	*1 659*
28.96 Fabrication de machines pour le travail du caoutchouc ou des plastiques	*1 902*
28.99A Fabrication de machines d'imprimerie	*1 866*
28.99B Fabrication d'autres machines spécialisées (séchoirs, essoreuses, fabrication de tuiles, briques, etc.)	*6 102*
Total	177 960

Sources : base Alisse INSEE, www.alisse2.insee.fr/

En termes d'échanges extérieurs, l'ensemble de la branche des machines est déficitaire en France, avec des exportations qui ne couvrent que 95% des importations en 2014. Pour la sous-branche des machines-outils, le taux de couverture ne dépasse pas 69% (tableau 2).

Les données sont bien sûr très différentes pour l'Allemagne qui réalise des excédents considérables dans ce secteur, avec des importations qui ne représentent que 58 % des exportations (tableau 3). Le taux n'est que de 37% dans la branche des machines-outils, et de 21 % dans celle des machines textiles.

Tableau 2. Commerce extérieur français dans la branche des machines (hors matériel militaire), en 2014 (données de collecte brutes, en millions d'euros)

Sous-branches	Exportations	Importations	Solde
Machines et équipements d'usage général	24 503	25 368	- 865
Machines agricoles et forestières	2 714	3 623	- 909
Machines-outils	1 052	1 529	- 477
Machines diverses d'usage spécifique	7 228	6 793	435
Total	35 497	37 313	- 1816

Source : Direction générale des douanes et droits indirects, lekiosque.finances.gouv.fr/Etudes/cadre_etude.asp

Tableau 3. Commerce extérieur allemand dans la branche des machines en 2014 (en millions d'euros)

Branche des machines *(dont sous-branches)*	Exportations	Importations	Solde
Machines, équipements et appareils mécaniques (WA 84)	195 471	112 810	82 661
Machines agricoles (dont tracteurs)	7 966	3 298	4 668
Machines pour l'industrie textile, de la confection et du cuir	4 397	921	3 476
Machines pour l'industrie agro-alimentaire et du tabac	3 566	882	2 684
Machines pour les mines, le BTP et l'industrie des matériaux	8 771	3 556	5 215
Machines pour les fonderies et laminoirs	906	302	604
Machines pour la transformation des caoutchoucs et des plastiques	4 640	1 090	3 550
Machines-outils	16 597	6 136	10 461
Machines pour l'industrie du papier et l'imprimerie	4 185	971	3 214
Autres machines.	40 242	16 124	24 118

Sources : www-genesis.destatis.de

Tableau 4. Principales entreprises françaises de fabrications de machines et d'équipements (hors transports) dont le chiffre d'affaires non consolidé est supérieur à 500 millions d'euros en 2013

Entreprises	Groupe	Fabrications	Chiffre d'affaires *(en millions d'euros)*	Effectifs
John Deere SAS	John Deere (USA)	machines agricoles	1 582	1 493
AGCO SAS	AGCO (USA)	machines agricoles	915	1 312
Manitou BF, Ancenis		nacelles, charriots, chargeurs	825	1 847
Kuhn SA	Bucher (Suisse)	machines agricoles	730	1 265
Claas Tractor SA	Claas (Allemagne)	machines agricoles	716	1 029
Fenwick Linde	Kion (Allemagne)	chariots élévateurs	676	1 862
Sidel Blowing & Services	Tetra Laval (Suède)	machines pour l'emballage et le conditionnement	593	849
Liebherr Mining Equipment Colmar	Liebherr (Allemagne/Suisse)	matériel d'extraction minière	501	596

Sources : www.verif.com/Hit-parade/01-CA/03-Par-activite/28-Fabrication-de-machines-et-equipements-n-c-a- (consulté le 23 avril 2015)

Cet écart spectaculaire se retrouve si l'on compare la taille des entreprises nationales. Un classement des grandes entreprises françaises de la même branche, par chiffres d'affaires, confirme une extraordinaire faiblesse de l'industrie nationale[7] : à côté de filiales de groupes étrangers, présentes en particulier dans le machinisme agricole, on ne relève qu'une entreprise moyenne de moins de deux mille salariés (tableau 4).

En Allemagne, on recense dans cette branche – sans compter les activités de transformation intégrées par un groupe sidérurgique comme Thyssen-Krupp – un nombre important d'entreprises spécialisées de taille bien supérieure aux entreprises françaises (tableau 5). Le seul fait que la source utilisée fournisse des données consolidées intégrant les filiales ne peut en expliquer entièrement l'écart. Ces entreprises peu connues, souvent originaires de petites villes de cette Allemagne du Sud-Ouest qui a porté la croissance industrielle de l'après-guerre, comptent, pour la plupart, une, voire plusieurs dizaines de milliers de salariés dans le monde, une internationalisation qui ne les empêche pas d'en conserver autour de la moitié en Allemagne. À l'exception de l'une d'entre elles, passée récemment sous pavillon japonais (DMG Mori Seiki, ex-Gildemeister), elles sont toutes indépendantes et, pour la quasi-totalité d'entre elles, sous le contrôle de la famille fondatrice ou d'une fondation qui en est issue.

7. Ce classement accessible en ligne repose sur les chiffres d'affaires non consolidés des sociétés françaises. Depuis l'arrêt, en 2010, de la publication par le magazine *L'Expansion* de son supplément sur support papier « Les 1000 », il est le seul librement disponible.

Tableau 5. Principales entreprises allemandes de construction mécanique (hors équipements de transports) dont le chiffre d'affaires est supérieur à 2 milliards d'euros en 2013

Entreprises	Date de création	Origine	Fabrications	Actions cotées	Chiffre d'affaires (consolidé) en millions d'euros	Effectif (dont % Allemagne)
Liebherr*	1949	Kirchdorf (Bavière)	Grues, engins de terrassement, équip. miniers, m.-outils, app. électro-ménagers	non	8 964	39 424 (41%)
Voith GmbH	1867	Heidenheim (BW)	turbines, générateurs, machines à papier, syst. de propulsion/freinage	non	5 728	43 134 (40%)
Kion Group GmbH	2006, ex-Linde	Wiesbaden (Hesse)	chariots élévateurs et de manutention, app. techniques de stockage	non	4 495	22 273 (s.i.)
Claas KGaA	1913	Harsewinkel (NRW)	machines agricoles	non	3 825	9 077 (51%)
SMS Group	1871	Düsseldorf (NRW)	machines pour l'ind. métallurgique	non	3 495	13 856 (52%)
Krones AG	1951	Neutraubling (Bavière)	embouteillage et conditionnement	oui	2 816	12 285 (74%)
Stihl Holding AG & Co KG	1926	Waiblingen (BW)	matériel de motoculture	non	2 814	13 844 (s.i.)
Trumpf GmbH + Co KG	1923	Ditzingen (BW)	machines-outils pour la transformation des tôles	non	2 486	10 914 (51%)
Heidelberger Druckmaschinen AG	1850	Heidelberg (BW)	machines d'imprimerie	oui	2 434	13 041 (s.i.)
Dürr AG	1895	Stuttgart (BW)	machines pour l'ind. automobile, le bois, etc.	oui	2 407	8 142 (46%)
Jungheinrich AG	1953	Hambourg	chariots élévateurs, instr. de manutention	oui	2 290	11 840 (45%)
KSB AG	1871	Frankenthal (RLP)	pompes, robinetterie	oui	2 247	16 546 (s.i.)
Körber AG	1946	Hambourg	machines-outils pour le meulage, le ponçage, etc.	non	2 194	11 190 (s.i.)
DMG Mori Seiki AG (anc. Gildemeister AG)	1870	Bielefeld (NRW)	machines-outils	oui	2 054	6 722 (55%)
Alfred Kärcher GmbH & Co KG	1935	Winnenden (BW)	nettoyeurs haute pression	non	2 049	10 644 (s.i.)

** société d'origine allemande de droit suisse ne figurant pas dans le classement.*

Source : Classement des entreprises allemandes par chiffre d'affaires 2013 de Die Welt, *top500.welt.de/ 2013*

En données consolidées, les effectifs de Manitou BF, premier groupe français indépendant, atteignent seulement trois mille salariés, ce qui reste loin des entreprises allemandes. L'entreprise a cependant un profil semblable à celles-ci. Si elle a été créée dans l'après-guerre par Marcel Braud, en 1953 (avec le développement du produit qui a fait son succès, le chariot tout terrain, en 1958), celui-ci se serait appuyé sur une tradition familiale d'entrepreneuriat agricole (moissonneuses-batteuses, engrais, etc.) qui remontait aux années 1890[8]. L'entreprise s'est internationalisée dès 1970, avec une filiale anglaise, avant de s'implanter en Italie, aux États-Unis, en Chine et en Australie, dans les années 2000. 56% seulement des effectifs travaillant alors en France. La société-mère est cotée en bourse depuis 1984, mais elle reste à 66% sous le contrôle de la famille fondatrice ; Marcel Braud est toujours, à 82 ans, président du conseil d'administration, la direction générale étant assurée par un manager recruté à l'extérieur.

Comment expliquer qu'il n'y ait pas plus d'entreprises semblables et de plus grande taille en France ? Que sont devenues les entreprises autrefois importantes dans la branche ? Qu'est-il advenu des activités industrielles concernées ?

LA DISPARITION DES GRANDES ENTREPRISES FRANÇAISES HISTORIQUES

À la fin des années 1950, la France comptait deux grandes entreprises de construction mécanique, comptant chacune plus de dix mille salariés : la Société alsacienne de constructions mécaniques (SACM) et Fives-Lille-Cail (tableau 6). La première, fondée en 1872, dans l'Alsace allemande, par la réunion de deux entreprises régionales plus anciennes, de Mulhouse et de Graffenstaden près de Strasbourg[9], fabrique – après l'apport de ses activités de construction électrique de Belfort à l'Alsthom, constituée en 1928 en association avec Thomson-Houston, et l'arrêt de la production de locomotives à vapeur en 1956 –, des machines pour l'industrie textile, des moteurs Diesel, des compresseurs, etc., à Mulhouse, des locotracteurs, des machines-outils, des réducteurs de vitesse, etc., à Graffenstaden[10], ainsi que des fils et câbles métalliques dans une usine implantée à Clichy, près de Paris, en 1922. La SACM s'est également engagée, aux côtés du Commissariat à l'énergie atomique, dans la fourniture d'équipements pour l'industrie nucléaire, avec une usine construite à Annecy (Haute-Savoie)[11]. Une autre diversification a été opérée dans les télécommunications et l'électronique, sous l'égide d'une nouvelle filiale, l'Alsacienne de constructions atomiques, de télécommunications et d'électronique (Alcatel). Mais à partir de 1964, la SACM connaît des difficultés financières qui ne lui permettent plus de maintenir ses nombreux engagements[12]. Dès l'année suivante est annoncée son absorption par une entreprise plus petite, la Société française Hispano-Suiza qui, à côté de ses activités aéronautiques et spatiales (réacteurs, turbopropulseurs, etc.), fabrique aussi des turbines à gaz, des compresseurs et des équipements nucléaires[13]. L'échec de cette opération marque le début d'un démantèlement[14]. Alors que les activités aéronautiques et mécaniques d'Hispano-Suiza sont absorbées par l'entreprise publique SNECMA, l'usine de Clichy et Alcatel sont, après un premier accord d'association conclu à la fin de 1966, entièrement reprises en 1968 par la Compagnie générale d'électricité (CGE) qui les apporte à ses propres filiales, les Câbles de Lyon et la Compagnie industrielle des télécommunications (CIT). L'usine de Graffenstaden, intégrée l'année précédente à Alcatel dans la perspective d'une reconversion vers les machines à commande numérique, se retrouve dans le giron d'un groupe de construction électrique pour lequel cette activité ne constitue pas une priorité[15]. Ce qu'il reste de la SACM, propriété d'une nouvelle Société alsacienne de participations industrielles (Alspi) – passée en 1972 sous le contrôle majoritaire d'un groupe bancaire piloté par la Compagnie financière de Suez – se concentre sur l'usine de Mulhouse. La production de machines textiles y est mise en règlement judiciaire en 1984, alors qu'elle compte encore onze cents salariés[16]. Faute de repreneurs, elle est liquidée deux ans plus tard[17]. Il ne reste plus que l'activité moteurs Diesel – reprise en 1989 par un groupe finlandais –, qui arrête finalement la production en 2004 en supprimant les deux cent cinquante derniers emplois locaux.

8. Voir la rubrique histoire du site du groupe, www.manitou-group.com/cms/lang/fr/home/group/history (consulté le 10 mai 2015).
9. Sur l'histoire de l'Alsacienne, cf. François Bernard, *L'Alsacienne de constructions mécaniques. Des origines à 1965*, Presses universitaires de Strasbourg, 2000.
10. « Un témoignage exemplaire », *Le Monde*, 19 janvier 1960.
11. « La mécanique et l'électronique au service des industries atomiques », *Le Monde*, 25 juin 1956.
12. « Actuellement en difficulté, la Société alsacienne de constructions mécaniques cherche à collaborer avec d'autres groupes industriels », *Le Monde*, 5 mars 1964.
13. « Hispano-Suiza absorbe la Société alsacienne de constructions mécaniques », *Le Monde*, 28 juin 1965.
14. « La Compagnie générale d'électricité prend le contrôle de deux filiales de l'ancien groupe Hispano-Alsacienne », *Le Monde*, 28 juin 1968.
15. Luc Jeanvoine, « Le dépérissement de l'usine de Graffenstaden », *Entreprises et histoire*, 2001/1, n° 27, p. 44-54.
16. « La Société alsacienne de construction mécanique envisage 660 suppressions d'emplois », *Le Monde*, 21 novembre 1984.
17. « La branche textile de la SACM en liquidation de biens », *Le Monde*, 13 août 1986.

Tableau 6. Principales entreprises de fabrications de machines (hors constructions automobile, ferroviaire et navale) dans le classement des 500 plus grandes entreprises françaises en 1958

Raison sociale	Activités	Ch. Aff. (millions de NF)	Effectif (en milliers)	Devenir
Alsacienne de constructions mécaniques	machines textiles, moteurs diesel, armes, câbles	368	13 008 (1961)	démantèlement et disparition années 1960-2000
Fives Lille-Cail	gros matériel électromécanique, matériel de travaux publics, laminoirs, matériel sidérurgique	304	13 720 (1965)	devenu groupe d'ingénierie industrielle
Cie d'applications mécaniques (SKF)	roulements à billes	165	4 927	gestion directe SKF années 1980
Éts Fenwick	chariots élévateurs	150	1 105	1984 repris par Linde (Allemagne)
Delattre & Frouard (groupe Sidélor)	équipements d'usines sidérurgiques, ponts métalliques, appareils de levage, etc.	114	2 724	1963 fusion avec Éts Levivier, Valenciennes ; 1965 prise de contrôle par Schneider, intégrée à Creusot-Loire ; 1990 reprise par Lyonnaise-Dumez, activité de maintenance industrielle
Babcock & Wilcox	constructions mécaniques, chaudières	100	2 524	1970 absorption par Fives-Lille ; 1989 cession à Constructions industrielles de la Méditerranée (CNIM)
La Soudure autogène française	matériels de soudure	86	1 775	reprise par Air liquide
Bernard Moteurs	moteurs agricoles et industriels	83	1 800 (1961)	1972 reprise par Renault ; 1987 cessation d'activités
Éts Rateau	turbines à vapeur, à gaz, ventilateurs, compresseurs	82	s.i.	1970 prise de contrôle par Alsthom
SAGEM	armes, machines-outils, machines pour fabrication de chaussures	80	4 100	orientation vers électronique et activités de défense ; 2004 fusion avec SNECMA pour former Safran (branche électronique cédée)
Ateliers GSP	machines-outils	76	1 446	1973 reprise par Ratier-Forest ; dépôt de bilan 1979
Manurhin	machines spéciales de cartoucherie, de munitions (petit et moyen calibres), de tours automatiques, de rectifieuses, de pistolets (Walther) et d'appareils de contrôle et de mesure	72	2 365	1983 repris par Matra, cession branche machines-outils à des cadres (1986), branche défense cédée à GIAT (1990)
Neyrpic	turbines hydrauliques	68	2 071	1967 reprise par Alsthom

Source : *Entreprise*, 9 avril 1960 et années suivantes pour les effectifs.

De son côté, l'entreprise Fives-Lille-Cail résultait de la fusion, en 1958, de deux firmes historiques de la branche, les Établissements Cail et la Compagnie de Fives-Lille, fondées respectivement en 1812 et 1861[18]. Les premiers, implantés à Denain (Nord) étaient des constructeurs de locomotives et de ponts métalliques, reconvertis dans l'après-Seconde Guerre mondiale dans l'équipement des usines sidérurgiques (laminoirs). La seconde avait une semblable activité ferroviaire dans le quartier lillois de Fives, ainsi qu'à Givors (Rhône). L'entreprise s'est diversifiée ensuite dans la fabrication de matériel de sucrerie, puis dans celle d'appareils hydrauliques de manutention et de levage, etc. Dans l'Entre-deux-guerres, elle s'est lancée dans l'équipement de cimenteries et de complexes pétroliers. La fusion des deux concurrents en mauvaise santé financière débouche sur l'abandon des constructions métalliques et des locomotives, et de nombreux licenciements. L'activité se recentre sur l'équipement d'installations minières et d'usines cimentières, papetières, sucrières et sidérurgiques. L'usine de Fives perd ainsi, d'ici à 1963, deux mille des quatre mille sept cents ouvriers qu'elle avait en 1959[19]. Commence alors une frénésie d'acquisitions d'autres entreprises, comme Applevage (manutention), en 1963, Bréguet (matériel pour sucrerie, turbines à vapeurs pour navires)[20] et sa filiale Bréguet-Sauter-Harlé (moteurs électriques, machines tournantes), en 1966, et surtout – à l'initiative de la Banque Paribas, actionnaire des deux sociétés –, Babcock & Wilcox (chaudières), en 1970-1973[21]. Les opérations se poursuivent dans les années suivantes, avec Vienot-Pic (traitement de minerais) en 1975, Ateliers Henri Lardet (chaudières) en 1977, Crépelle (compresseurs) en 1977, etc. Les années 1980 sont marquées par des restructurations massives. Après une éphémère diversification – financièrement désastreuse – dans le commerce de produits électroniques (enseigne Nasa), l'usine de Denain est vendue en 1987, et celles de Givors et Lille sont fermées dans les années suivantes. Si le groupe maintient ses effectifs au-dessus de huit mille salariés, ce n'est qu'à la faveur de nouvelles intégrations, comme le rachat de Stein-Heurtey (fours industriels, équipements thermiques) en 1987. Fives-Lille se reconvertit dans l'ingénierie industrielle, en abandonnant ses grands sites de production historiques pour se contenter de quelques ateliers dédiés à la réalisation d'équipements clés. Depuis le retrait de Paribas, sa sortie de la Bourse et sa reprise par des fonds d'investissement successifs depuis 2001, la société, rebaptisée Fives tout court en 2007, a retrouvé une forte croissance tirée par le développement de ses activités à l'étranger. Le groupe emploierait toujours près de huit mille salariés dans le monde, dont probablement à peine la moitié en France[22].

Les autres affaires françaises de la branche des machines et autres équipements mécaniques qui apparaissaient dans le classement en 1958 ont à peu près toutes disparu depuis comme entreprises indépendantes : la plupart ont été reprises par des grands groupes comme Alsthom, L'Air liquide, Renault, Schneider, Matra, etc., pour qui elles ne constituaient que des activités secondaires auxquelles ils ont souvent renoncé ensuite, à l'image des moteurs agricoles et industriels (Bernard) pour Renault ou des machines-outils (Manurhin) pour Matra. Delattre & Frouard – devenue Delattre-Levivier – a contribué par ses lourdes pertes à la faillite du groupe Creusot-Loire en 1984[23], et n'a conservé que des activités de maintenance industrielle dans le groupe Lyonnaise des eaux. La Compagnie d'applications mécaniques, fabricante de roulements à billes, a été reprise en gestion directe par son actionnaire suédois fondateur SKF. La branche chariots élévateurs des Éts Fenwick a été rachetée en 1984 par le groupe allemand Linde. Les grandes usines correspondantes (tableau 7) ont souvent disparu, notamment à la faveur de la délocalisation en province, à une échelle souvent amoindrie, des sites industriels de la proche banlieue parisienne. Seule la SAGEM a survécu de manière indépendante, avec ses importantes usines d'Argenteuil et de Montluçon, jusqu'à sa fusion avec la SNECMA en 2004 pour former Safran, grâce à une reconversion dans les équipements de défense et de télécommunications.

18. Cf. Emmanuel Goulliard (éd.), *Fives. 200 ans de révolutions industrielles*, Lille, Éditions de l'Étagère, 2013, consultable en ligne sur le site www.fivesgroup.com/fr/qui-sommes-nous/fives-en-un-clic/200-ans-dhistoire.html.

19. « Le Conseil général du Nord s'inquiète de licenciements massifs intervenus à Fives-Lille-Cail », *Le Monde*, 25 avril 1963.

20. La société des ateliers d'aviation Louis Bréguet reste en dehors de l'opération.

21. La fusion des holdings financiers est suivie trois ans plus tard par celle des sociétés industrielles.

22. La somme des effectifs des seules filiales française comportant le nom de Fives dans leur raison sociale permet toutefois d'atteindre un total de 3 321 salariés en 2012-2013, la plus importante étant, avec 980 personnes, Fives Nordon à Nancy.

23. Claude Beaud, « Le drame de Creusot-Loire : échec industriel ou fiasco politico-financier ? », *Entreprises et histoire*, 2001/1, n° 27, p. 7-22.

Tableau 7. Devenir des principales usines des grandes entreprises françaises de constructions de machines de 1958

Entreprises	Usine(s) principale(s)	Devenir
Alsacienne de constructions mécaniques	Mulhouse (68), Graffenstaden (67)	2004 : Fermeture Mulhouse ; poursuite production machines-outils Huron-Graffenstaden (groupe indien) avec centaine de salariés
Fives Lille - Cail	Fives, Denain (59), Givors (69)	Fermetures années 1980-1990
Cie d'applications mécaniques (SKF)	Ivry, Bois-Colombes	Fermeture Bois-Colombes en 1978, Ivry en 1983 ; production poursuivie à Fontaine-le-Comte (85) et Saint-Cyr-sur-Loire (37)
Éts Fenwick	Saint-Ouen	1970 fabrication de chariots transférées à Cenon-sur-Vienne (86) après le rachat de Bléreau
Delattre & Frouard	Ferrière-La-Grande (59), Frouard (54)	fermetures (Frouard, 1982)
Babcock & Wilcox	La Courneuve	fermeture années 1990
La Soudure autogène française	(multiples)	
Bernard Moteurs	Rueil-Malmaison	fermeture 1987
Éts Rateau	La Courneuve	fermeture en 2004, reconversion en site de services
SAGEM	Argenteuil, Montluçon	2015 transfert d'Argenteuil à Éragny (95), poursuite à Montluçon (1 200 salariés)
Manurhin	Mulhouse	fermeture années 1980
Neyrpic	Grenoble	(poursuite Alstom Power Hydro, environ 900 salariés)

LA SURVIVANCE PARTIELLE D'UNE INDUSTRIE NATIONALE SOUS CONTRÔLE ÉTRANGER

L'évolution depuis la fin des années 1950 a été marquée par la quasi-disparition de plusieurs industries françaises, du moins sous contrôle national : celle de machinisme agricole, d'engins de génie civil, de machines textiles ou de machines-outils, en particulier.

L'industrie du machisme agricole avait connu après-1945 une croissance spectaculaire, avec une production de tracteurs multipliée par 109 entre 1945 et 1958[24]. Si la part de la fabrication française était passée dans cette période de 12% à 90%, cette progression avait beaucoup profité à des groupes américains, avec l'implantation en 1951, avec l'aide de crédits du Plan Marshall, de Massey-Harris (devenu ensuite Massey-Ferguson) à Marquette-les-Lille (Nord), d'International Harvester (McCormick) à Saint-Dizier (Haute-Marne) et la reprise en 1958 de la Société française de matériel agricole et industriel à Vierzon (Cher) par Case. Parmi les constructeurs nationaux, les groupes automobiles Renault et Simca, dans le cadre de leur filiale Someca commune avec l'italien Fiat, occupent encore les troisième et quatrième rangs. Mais ils se sont entre-temps retirés du marché pour laisser la place aux seuls groupes étrangers. En 1973, Fiat a pris le contrôle complet de Someca, concentré la production en Italie et reconverti l'usine de Bourbon-Lancy (Nièvre) dans la production de camions[25]. En 2003, Renault s'est retiré à son tour en cédant sa branche agriculture, avec son usine du Mans, au groupe allemand Claas[26]. Mais l'industrie du machinisme agricole n'a pas pour autant disparu en France. Si les effectifs de la branche y ont été divisés par plus de deux en un demi-siècle (de 37 873 en 1962 à 16 933 en 2012), les groupes étrangers continuent d'investir de manière importante pour alimenter le marché national et au-delà. Le groupe américain Agco (ex-Massey Ferguson) emploie deux mille personnes dans

24. Jean Bienfait, « L'industrie du tracteur agricole en France », *Revue de géographie de Lyon*, 1959, n° 3, p. 193-216.

25. « Fiat réorganise ses activités dans les secteurs des engins de travaux publics et de matériel agricole », *Le Monde*, 14 juillet 1973.

26. « Les constructeurs automobiles abandonnent les tracteurs », *Le Monde*, 22 février 2003.

ses usines de Beauvais (Oise) en plein développement, Claas maintient une production importante au Mans, un groupe chinois a repris l'usine McCormick de Saint-Dizier et le japonais Kubota en construit une nouvelle à Bierne (Nord)[27]. La balance extérieure reste déficitaire, avec des exportations qui ne couvrent que 76% des importations, mais la perte de contrôle national n'a pas entraîné une disparition de l'industrie, bien au contraire.

La branche des engins de génie civil a connu une belle réussite, avec l'entreprise Poclain, fondée en 1926 dans l'Oise, qui a réalisé à partir des années 1950 une spectaculaire croissance avec le développement de la pelle hydraulique, dont elle est devenue, avec une part de 20% du marché mondial, le leader européen face au géant américain Caterpillar[28]. Mais, à partir de 1975, l'entreprise a connu de graves difficultés financières et elle a dû tailler dans ses effectifs de cinq mille salariés[29]. L'année suivante, le groupe américain Case-Tenneco acquiert une participation de 40% – suite à de nouvelles pertes –, avant d'en prendre le contrôle complet en 1987, aux dépens de la famille fondatrice Bataille qui se replie sur la seule filiale hydraulique (moteurs, pompes, valves) dont elle a fait, entre-temps, une entreprise importante (1 850 salariés, dont 550 en France, en 2013). En revanche, le groupe Case, devenu CNH après fusion avec New Holland en 1999, n'a conservé pour ses activités génie civil qu'une seule usine de Poclain dans l'Oise, avec une centaine de salariés seulement[30]. L'industrie nationale de génie civil s'en sort beaucoup moins bien que celle du machinisme agricole.

La situation est encore pire pour l'industrie des machines textiles dont les effectifs industriels se sont effondrés, alors qu'ils restent importants en Allemagne. Après la fermeture de l'usine de Mulhouse de l'Alsacienne et la liquidation en 1985 des Ateliers roannais de construction textile (ARCT) qui employaient près de deux mille salariés au début des années 1970[31], il ne reste plus de grande entreprise nationale dans la branche. Parmi la quinzaine d'adhérents de l'Union des constructeurs de matériel textile de France (UCMTF) – contre plus de cent-vingt dans l'association allemande équivalente –, on ne trouve guère que des PME présentes dans des niches, à la seule exception de l'entreprise alsacienne historique N. Schlumberger (groupe NSC) de Guebwiller, qui emploie huit cents salariés et exploite neuf usines en France, Italie, États-Unis et Chine[32]. Là encore, c'est une entreprise étrangère – le groupe suisse Stäubli – qui, avec la moitié de ses quatre mille salariés en France et ses usines de Faverges (Haute-Savoie) et Chassieu (Rhône), domine la branche[33].

La branche des machines-outils, entendue comme les machines d'usinage des métaux, a depuis longtemps posé problème en France[34]. En 1960, si l'on se félicitait de ses progrès, elle n'assurait toujours que 65% des besoins intérieurs, en forte progression cependant par rapport à un taux de 31% en 1946[35]. La branche est très éclatée, entre des unités ou filiales de grands groupes de la sidérurgie ou de la mécanique – comme la Société d'outillage mécanique et d'usinage d'artillerie (SOMUA) et Ernault-Batignolles (Schneider), Delattre & Frouard (Sidélor), les Anc. Éts Ch. Berthiez (Fives-Lille), l'usine de Graffenstaden (Alsacienne), les activités intégrées des constructeurs automobiles (Renault[36]) ou navals (Loire-Normandie), etc. – et de nombreux fabricants indépendants. Ce n'est d'ailleurs pas nécessairement un handicap dans cette industrie très segmentée entre de nombreuses spécialités : la concentration n'est guère plus forte dans d'autres pays comme l'Allemagne ou l'Italie. Mais en 1971, le taux de pénétration étrangère sur le marché national est remonté à 50%[37]. La France est en retard dans le développement des machines à commandes numériques. Face à la crise et aux difficultés financières de plusieurs constructeurs importants, deux plans successifs sont alors mis en place par les gouvernements Chirac, en janvier 1976, et Mauroy, en décembre 1981. Le premier accorde des aides aux acheteurs de nouvelles

27. « La France, un bon sillon pour les tracteurs », *Le Monde*, 12 décembre 2013.
28. « Poclain face à la crise : un accident de parcours exemplaire », *Le Monde*, 18 octobre 1975.
29. Sur les causes des difficultés de Poclain, cf. Élie Cohen, *L'État brancardier. Politiques du déclin industriel (1974-1984)*, Paris, Calmann-Lévy, 1989, p. 90-95.
30. Ses huit autres usines françaises sont orientées vers la fabrication de véhicules commerciaux (bus), moteurs Diesel et machines agricoles.
31. Sur cette affaire, cf. É. Cohen, *op. cit.*, p. 77-81.
32. Voir la liste des adhérents du syndicat, www.mecanet.fr/annuaire/fiche_op.asp?id=21 (consulté le 12 mai 2015) et l'histoire du groupe NSC, www.nsc-groupe.com/fr/le-groupe/presentation-du-groupe/historique.html.
33. Voir le site de la filiale française, www.staubli.fr/fr/portrait/. L'usine de Faverges est également engagée dans les deux autres activités du groupe (systèmes de connexion et robotique).
34. Sur l'histoire de cette industrie, cf. André A. Garanger, *Petite histoire d'une grande industrie*, Neuilly-sur-Seine, Société d'édition pour la mécanique et la machine-outil, 1960.
35. Jean Bienfait, « L'industrie française de la machine-outil », *Revue de géographie de Lyon*, 1961, n°1, p. 11-49.
36. Alain P. Michel, *Le cas Pierre Bézier. Biographie industrielle d'un ingénieur-innovateur. (1933-1975)*, mémoire inédit d'habilitation à diriger des recherches, Université d'Évry Val d'Essonne, 2015.
37. Michel Hau, « Les grands naufrages industriels français », dans Pierre Lamard *et al.* (dir.), *1974-1984, une décennie de désindustrialisation ?*, Le Mans, Éd. Picard, 2009, p. 15-35, ici p. 19.

machines ; le second, plus ambitieux, encourage – avec d'importantes aides publiques – les regroupements des constructeurs dans des pôles, avec l'appui des grandes entreprises financières ou industrielles nationalisées. Mais face aux réticences des actionnaires privés et des syndicats, deux pôles seulement sont constitués : Intelautomatisme, autour de Huré et de Graffenstaden, et Machines françaises lourdes, autour de Forest-Liné. Et les deux s'effondrent après quelques années. Les faillites de constructeurs se multiplient. Les grands groupes comme Renault, CGE, Matra ou Schneider se désengagent. De nouveaux ensembles familiaux, comme Brisard-Noguès ou Cato (famille Thollon), se constituent pour rassembler quelques survivants, mais ils s'avèrent éphémères. Aujourd'hui, la quasi-totalité des constructeurs français sont passés sous contrôle de groupes allemands, suisses, italiens, japonais, voire chinois (SOMAB, ex-SOMUA) et indien (Huron Graffenstaden)[38], etc. Les rares indépendants qui subsistent – comme Cazeneuve, Mecanumeric ou Realmeca – ne comptent qu'une centaine de salariés.

Le fait que les grands groupes industriels n'aient pas été intéressés à gérer des activités de construction mécanique très spécialisée n'est pas propre à la France. On trouve une évolution semblable en Allemagne. La branche du groupe familial Haniel consacrée, après la déconcentration de l'après-guerre, à la transformation de l'acier – Gutehoffnungshütte – qui a pris en 1986 le nom de sa principale filiale MAN, est depuis 2011 une filiale de Volkswagen recentrée dans le domaine des transports (poids lourds et moteurs diesel). La principale entreprise allemande indépendante de construction mécanique, DEMAG, qui produisait des grues, des équipements sidérurgiques, des machines-outils et employaient vingt-trois mille salariés en 1958, a été absorbée en 1973 par le groupe sidérurgique Mannesmann. Celui-ci a éclaté après sa prise de contrôle par l'opérateur téléphonique britannique Vodaphone en 1999, et les activités de l'ancienne DEMAG ont été réparties pour l'essentiel entre Siemens et le groupe américain de construction d'engins de génie civil Terex. En revanche, les groupes sidérurgiques Thyssen et Krupp, qui ont intégré au fil de leur histoire de nombreuses activités de construction mécanique, ont conservé depuis leur fusion en 1997 d'importantes spécialités comme les robots industriels, les arbres de transmission, les ascenseurs, etc. Mais la branche est dominée par des entreprises qui, si elles existaient déjà depuis plus ou moins longtemps, étaient encore inconnues il y a un demi-siècle. Ces entreprises, sous contrôle familial pour la plupart, sont exploitées en sociétés par actions, mais aussi en SARL et en société en commandite dont le capital n'est, pour plus de la moitié d'entre elles, même pas coté en bourse (*supra*, tableau 5).

L'industrie française n'a guère réussi dans la construction de machines. L'État a mené une politique qui – que ce soit sous la présidence de Pompidou ou de Mitterrand – incitait à des rapprochements autour des acteurs avec lesquels il avait l'habitude de travailler, les grands groupes publics ou privés. Mais, ceux-ci, avec leurs dirigeants souvent issus de la haute administration, s'ils savent gérer de grands programmes d'équipements lourds reposant largement sur des commandes publiques, sont moins intéressés par cette industrie de spécialités fines qui exige un savoir-faire technique très pointu[39]. Quant aux entreprises familiales, si certaines connaissent – comme Manitou, Poclain Hydraulics ou N. Schlumberger – une certaine réussite, elles restent en deuxième division à l'échelle européenne. Il est difficile de comprendre comment de tels écarts ont pu s'établir avec leurs homologues allemandes, dont la croissance spectaculaire s'est pourtant souvent faite en dehors des marchés boursiers.

38. Voir la liste des 53 entreprises adhérentes du groupe machines-outils du Syndicat des machines et technologies de production (Symop), www.symop.com/qui-est-le-symop/12-groupes-symop/machines-outils/membres/ (consulté le 9 mai 2015) et « La France est-elle un pays de machine-outil ? », *Machines productions*, février 2012, n° 931, p. 10-14.

39. É. Cohen, *op. cit.*, p. 143.